Communiqué de Presse

Les États doivent revenir sur leur décision honteuse de stopper leurs contributions à l'UNWRA

L'UNRWA est le plus important contributeur d'aide et de soutien à 5,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés au Moyen-Orient, y inclus presque 2 millions de personnes à Gaza. L'agence onusienne leur apporte aide alimentaire, éducation, soins de santé. Depuis longtemps le gouvernement israélien et ses lobbyistes mènent une campagne pour dénigrer l'UNWRA qu'ils souhaiteraient voir disparaître, et avec eux les millions de réfugiés et le droit au retour.

Israël vient d'accuser douze employés – 12 individus parmi les 13 000 travaillant pour l'agence onusienne de l'UNWRA à Gaza - d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre contre son territoire. Le Commissaire général de l'agence a immédiatement ouvert une enquête sur ces allégations. Or, sans même attendre les conclusions, onze pays occidentaux, États-Unis en tête, ont décidé d'interrompre leurs contributions financières à l'UNRWA.

Le CPJPO condamne de la manière la plus ferme ces mesures, annoncées quelques heures seulement après que la Cour Internationale de Justice a ordonné à Israël de prendre toutes les mesures pour prévenir un génocide et pour assurer l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. Ces mesures constituent une punition collective supplémentaire contre des millions de réfugiés et surtout contre la population de Gaza, déplacée, affamée, luttant au quotidien pour sa survie. Ces mesures défient également l'ordre donnée par la CIJ et pourraient constituer une violation de l' obligation des Etats au regard de la convention sur le génocide.

Le CPJPO a envoyé une lettre à plusieurs ambassades enjoignant leurs gouvernements à reprendre immédiatement leurs contributions à l'UNRWA. En même temps le CPJPO salue la décision du MAE de maintenir les contributions du Luxembourg à l'UNWRA.

Le Conseil d'administration du Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, le 31 janvier 2024